LA VOIX DE DJIBOUTI

VENDREDI 26 MAI 2023 / HTTPS://WWW.LAVOIXDEDJIBOUTI.INFO / n° 0180

M. PEUREUX

Éditorial : Un degré qui en dit long… **P.2**

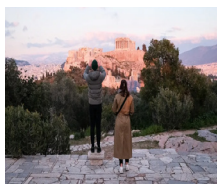
Enseignement préscolaire public : Où sont passés les salles de classe et leurs équipements ? **P.3**

Madame Yasmine Ahmed Guedi arrêtée pour s'être exprimée **P.4**

Que se passe-t-il au bâtiment vide du lycée Hodan Doubad de Warabaley ? **P.5**

Le président kenyan Ruto a présenté l'agenda pour l'Afrique **P.6**

Somalie : la ville de Baladweyne sous eaux **P.7**



Grèce : 351 antiquités pillées vont enfin être récupérées **P.8**

Le sommet du G7 annonce "des mesures concrètes" **P.9**

Récit : En l'autre **P.10**

Ismail Omar Guelleh s'endort-il de plus en plus au travail ?

Mohamed Ibrahim

Ces jours-ci, circulent sur les réseaux sociaux des images d'un certain Ismail Omar Guelleh. Il s'agit de photos et d'une vidéo qui ne sont pas flatteuses. En effet, elles le montrent endormi en pleine réunion de travail. C'était au sommet des chefs d'État de la Ligue des États arabes qui se tenait le 19 mai 2023 à Riyad, en Arabie Saoudite. On le voit aux prises avec les assauts du sommeil puis tombant dans les bras de Morphée, comme cela se dit en français.

Bien entendu, ce spectacle qui ne fait pas honneur n'a pas été manqué par les caméras présentes, puisqu'elles l'ont transmis.

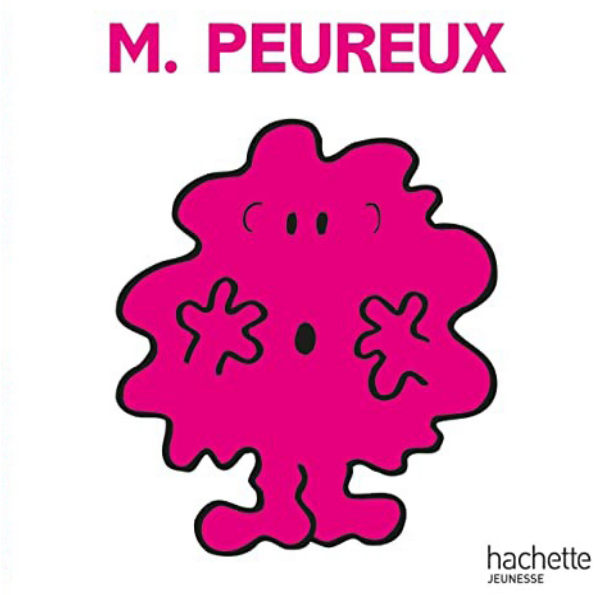
Alors pourquoi ce sommeil intempestif ? Que se passe-t-il en l'homme et qui explique cette envie irrésistible de dormir qui l'assaille en plein jour et en plein travail ? Nous apprenons d'abord que cela lui arrive de plus en plus depuis quelques temps. Nos sources insistent même pour dire qu'il passe le plus clair de son temps de travail à dormir. Selon elles, il n'est pas rare que le cortège présidentiel circule à vide entre la residence privé de Haramouss et le palais présidentiel. En d'autres termes, il continuerait de dormir chez lui et enverrait son véhicule de fonction sous escorte au palais présidentiel pour faire croire qu'il travaille. Ces informations ajoutent que, même s'il se rend effectivement au palais présidentiel et qu'il est censé y travailler, il s'isole souvent pour dormir.

> *Quelle que soit la cause du problème, ce n'est pas bon signe.*

Alors souffre-t-il, outre les pathologies habituellement évoquées à son sujet, de quelque mal de sommeil ? Deux thèses émergent. L'une attribue ces incessantes envies de sommeil à des effets secondaires liés à la prise de certains médicaments. L'autre thèse soutient qu'il dort très peu la nuit à force de stress et de veille, ce qui le mettrait dans une situation de fatigue permanente.

Quelle que soit la cause du problème, ce n'est pas bon signe. Il ne suggère ni un bon état de santé, ni une capacité de travail suffisante pour la fonction présidentielle qu'il affirme assumer■

EDITORIAL: Un degré qui en dit long...



Mahamoud DJAMA

Entre l'homme aux cinq mandats de pouvoir et la peur, il y a une relation repérable. C'est une relation perceptible sans qu'il soit besoin de remonter loin dans son parcours.

Dès sa prise du pouvoir en 1999, l'homme s'est attaché à renforcer le caractère policier de l'État dont il a hérité, État dont il était longtemps le bras sécuritaire. Il a créé une direction de la sécurité nationale et l'a confiée à un fidèle, un homme qui dirigeait déjà un service dit de documentation et de sécurité peu apprécié des Djiboutiens. Ce service a connu une inflation de ses agents et autres informateurs. Il a aussi créé une garde dite républicaine à partir d'un escadron de gendarmerie chargé de la sécurité présidentielle sous son prédécesseur et d'éléments de la police dont ses propres gardes du corps. L'unité est vite devenue un corps de taille importante en soldats comme en équipements. De même, il a renforcé les unités d'intervention dans la gendarmerie et la police. Au sein de la gendarmerie, est apparu ce qui a été appelé groupement d'intervention de la gendarmerie nationale dont le GIGN français est l'un des formateurs. Il a encore mis en place un corps dénommé garde-côtes qui se montre actif hors de sa mission, c'est-à-dire hors côtes.

Sous sa direction, l'État de Djibouti n'a jamais compté autant d'informateurs et d'informatrices. Informatrices ?

Alors, l'arsenal répressif va-t-il bientôt inclure un nouveau délit désigné "salutations à démocrates" ?

Sous sa direction, l'État de Djibouti n'a jamais compté autant d'informateurs et d'informatrices. Informatrices ? Oui, il a élargi le recrutement aux femmes, ce qui est une autre différence notable avec son prédécesseur Gouled. Dans une société djiboutienne qui reste largement conservatrice, l'initiative n'a pas manqué de faire froncer les sourcils.

Conséquence logique, la part du budget de l'État consacrée à la sécurité (armée comprise) est montée notablement. Le musèlement de l'opposition et de la société civile libre aussi. La corruption a suivi la même courbe ascendante. Ce n'était pas une bonne nouvelle pour les secteurs vitaux tels que l'expression, la santé, l'éducation, la formation, l'emploi, la réduction de la pauvreté, l'assainissement, la voirie, l'eau, ou encore les routes.

Il n'est pas besoin d'être analyste averti pour comprendre en quoi ce sont là des manifestations d'un État policier. Non pas, vous le devinez, au service d'une idéologie mais d'un homme et de sa famille. Un personnage parvenu à un niveau de pouvoir dont il pouvait difficilement rêver et d'autant habité par la peur de le perdre. Et donc de toute voix libre, car une telle voix peut critiquer et émettre des idées alternatives à son pouvoir solitaire.

En tout cas, l'autocratie vient, dans sa peur, de franchir un degré qui en dit long...

Chez lui, la peur de perdre le pouvoir ne reflue pas avec l'âge qui avance. Il donne à voir l'inverse. Dernière Illustration : les arrestations mercredi 17 mai de quatre modestes Djiboutiens coupables d'avoir croisé une figure historique de l'opposition crédible, Daher Ahmed Farah (DAF), pour ne pas la nommer. Alors, l'arsenal répressif va-t-il bientôt inclure un nouveau délit désigné "salutations à démocrates" ?

En tout cas, l'autocratie vient, dans sa peur, de franchir un degré qui en dit long...■

Enseignement préscolaire public : Où sont passés les salles de classe et leurs équipements ?

Mohamed Ibrahim

L'enseignement préscolaire est celui qui précède l'enseignement primaire qui a été réduit à cinq ans depuis la réforme scolaire controversée qu'a consacrée la loi du 10 juillet 2000. A son sujet, ladite loi dispose en article 20 : "L'Enseignement préscolaire est dispensé dans des structures spécialisées au profit des enfants à partir de l'âge de quatre (4) ans". Elle poursuit en son article 21 : "L'Enseignement préscolaire est dispensé facultativement au profit des enfants dont les parents en font la demande et dans des établissements publics ou privés placés sous le contrôle pédagogique des autorités scolaires de l'État".

Cet enseignement préscolaire a longtemps été laissé à la seule initiative privée, ce qui lésait et lèse encore les enfants des nombreuses familles démunies qui, bien entendu, ne peuvent pas payer les droits de scolarité exigés par les écoles privées.

Selon des informations recueillies par La Voix de Djibouti (LVD), un projet pour l'enseignement préscolaire public a été monté il y a quelques années et soumis à des institutions internationales pour financement. Des fonds ont ainsi été obtenus, notamment pour construire des salles de classe adaptées et les équiper en conséquence. Le projet devait débuter par une expérience pilote menée dans six écoles dites de base de la capitale, jusque-là cantonnées à l'enseignement primaire. Ces établissements attendaient donc les salles de classe et leurs équipements afin d'accueillir les élèves du préscolaire.

> Pourquoi ? Qu'est-il advenu des fonds alloués à cet effet ? Mystère.

Selon nos sources, les salles de classe et leurs équipements n'ont jamais vu le jour. Pourquoi ? Qu'est-il advenu des fonds alloués à cet effet ? Mystère. Dans les établissements retenus, le ministère de l'éducation nationale a préféré affecter les salles de classe de la première année du primaire aux apprenants du préscolaire et priver ainsi d'espace les enfants entrant en première année. Les parents de ces derniers ont été sommés de leur trouver place dans d'autres écoles, loin de leurs domiciles. C'est à la rentrée de septembre 2021 que l'expérience ainsi compromise du préscolaire a débuté.

> Qu'avez-vous fait de l'argent public prévu pour les locaux et équipements du préscolaire public ?

Ainsi, au lieu d'apporter un plus, le préscolaire a réduit la capacité d'accueil du primaire en amputant de tout un niveau les écoles où il a débuté, sans même être doté des équipements et matériels nécessaires. Déshabiller tel pour mal habiller tel autre et, au passage, capter le financement prévu, voilà ce qui a été fait selon notre petite enquête sur le sujet.

D'où cette question que, à défaut de pouvoir la poser dans un face à face journalistique, nous adressons publiquement au ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, Monsieur Moustapha Mohamed Mahamoud : Qu'avez-vous fait de l'argent public prévu pour les locaux et équipements du préscolaire public ? A suivre de près. ■

Madame Yasmine Ahmed Guedi arrêtée pour s'être exprimée

Mariam Abdi

Selon des sources dignes de foi, Madame Yasmine Ahmed Guedi, citoyenne djiboutienne, a été arrêtée mercredi 17 mai 2023, sans mandat judiciaire aucun, à Balbala Cheik Moussa, en banlieue de Djibouti-ville, la capitale djiboutienne. Seraient intervenus pour l'arrêter : la gendarmerie, la police et le service de documentation et de sécurité (SDS) ou services secrets. C'est la gendarmerie, arrivée en premier, qui l'a arrêtée. Elle a été mise en garde à vue, longuement interrogée puis présentée au parquet samedi 20 mai pour placement sous mandat de dépôt à la sinistre prison centrale Gabode.

Sur quel ordre a-t-elle été arrêtée pour avoir réclamé réparation ? Est-ce Ismail Omar Guelleh qui a demandé son arrestation ? Ou certains de ses obligés ?

Motif : elle a posté sur les réseaux sociaux une vidéo où elle réclame réparation pour le meurtre de son père tué dans un attentat perpétré en 1986 au café restaurant l'Historil du centre de Djibouti-ville. Elle s'est adressée au chef de l'État, Ismail Omar Guelleh, sous lequel l'auteur de l'attentat, un ressortissant tunisien nommé Adouani, a été libéré.

Dans cet attentat que l'homme aurait perpétré en soutien à la cause palestinienne, plusieurs personnes sont mortes. Parmi les victimes, des étrangers dont des Européens mais aussi des Djiboutiens.

Selon Yasmine Ahmed Guedi, les familles des autres victimes djiboutiennes ont été indemnisées, contrairement à la sienne. ''Pourquoi ?'', demande-t-elle, dénonçant ce qu'elle vit comme une discrimination.

Cette mère de famille habite à Buldhuqo, à la périphérie de Balbala. Elle a sept enfants et est enceinte, apprend-on. Elle nourrit cette famille nombreuse avec une petite activité économique informelle qui a cessé avec son arrestation. Ses enfants se retrouvent donc sans rien à mettre dans la marmite. C'est terrible.

Sur quel ordre a-t-elle été arrêtée pour avoir réclamé réparation ? Est-ce Ismail Omar Guelleh qui a demandé son arrestation ? Ou certains de ses obligés ? A suivre de très près■

Que se passe-t-il au bâtiment vide du lycée Hodan Doubad de Warabaley ?

Mouna Ali

Selon des informations concordantes recueillies par La Voix de Djibouti (LVD), il existe un bâtiment désaffecté au lycée Hodan Doubad, situé à Balbala Warabaley, aux environs de la polyclinique Itin. Cette construction n'est donc pas utilisée par l'établissement pour les enseignements-apprentissages, ni à un autre usage. De plus, la construction serait aisément accessible de l'extérieur du lycée.

C'est une situation curieuse par ces temps de sureffectif scolaire où les apprenants s'entassent dans les salles de classe faute d'espace.

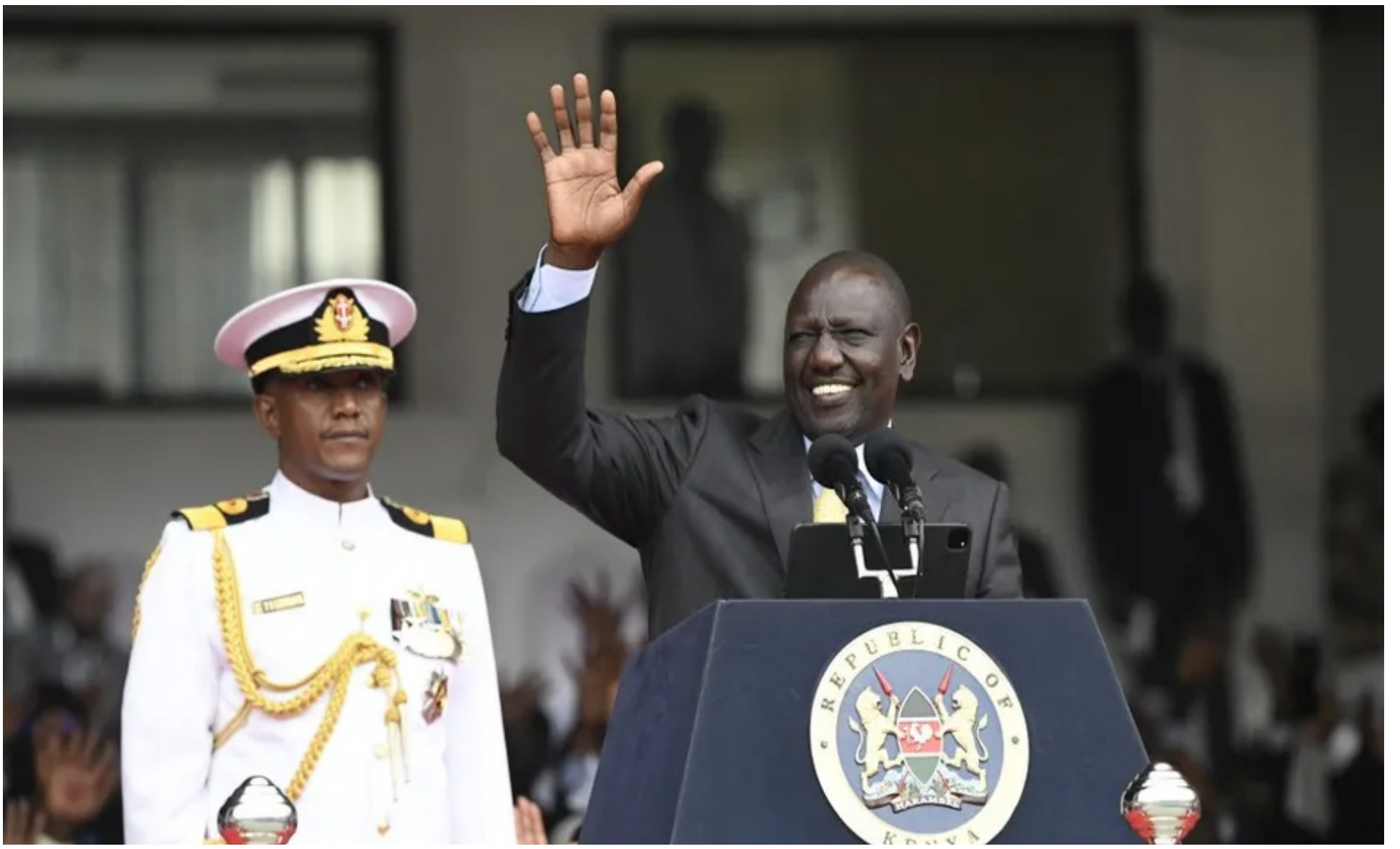
Plus grave, le bâtiment fait parler de lui en mal. Selon nos sources, il serait utilisé par certains individus extérieurs à l'école et aux mœurs dépravées. La direction du lycée en aurait été informée, mais elle n'aurait pas suffisamment réagi, ce qui ne dissuade pas les coupables.

> Aussi est-il urgent que le proviseur mette fin à ce problème préjudiciable à la société et sauve le bâtiment du dépérissement

Aussi est-il urgent que le proviseur mette fin à ce problème préjudiciable à la société et sauve le bâtiment du dépérissement. A suivre■

Actualités Regionales

Le président kenyan Ruto a présenté l'agenda pour l'Afrique



Le président du Kenya William Ruto salue la foule au Moi International Sports Center Kasarani à Nairobi, la capitale du Kenya, le 13 septembre 2022 lors de sa cérémonie d'investiture. (SIMON MAINA / AFP)

Traduit de l'anglais avec Nation "Le président kenyan Ruto a présenté l'agenda pour l'Afrique"

Mahamoud DJAMA

L'Afrique demande deux sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations-Unies au moment où elle appelle à des réformes de l'organe pour le faire passer de sa réalité de club exclusif des cinq membres permanents à un conseil global plus représentatif au service des intérêts du monde entier. La forte position africaine était présentée par le président William Ruto qui préside le Comité des chefs d'États et de gouvernements africains sur la politique climatique et la justice, lorsqu'il s'est adressé au troisième sommet parlementaire panafricain à Midrand, à Johannesburg, où il a déclaré que bien que l'ONU soit un important forum pour la conduite des affaires du monde en diplomatie, paix, sécurité et commerce, entre autres domaines, l'Afrique est encore désavantagée par la présente configuration de l'ONU, établie il y a presque quatre-vingts ans au sortir de la Seconde guerre mondiale...Évoquant le débat sur le changement climatique, le Chef de l'État a affirmé que l'unique et la plus importante priorité qui propulsera l'Afrique vers une sécurité durable, une stabilité non moins durable et une prospérité partagée est une focale opportune sur l'action climatique.

> *le Chef de l'État a affirmé que l'unique et la plus importante priorité qui propulsera l'Afrique vers une sécurité durable,*

"Les abondantes ressources de notre continent, son immense et inexploitée réserve d'énergie verte renouvelable ainsi que son profil démographique jeune sont précisément les éléments fondamentaux nécessaires pour atténuer puis inverser le changement climatique, tout en impulsant une nouvelle révolution industrielle verte"(Kenyan President Ruto Spells Out Agenda for Africa)■

Somalie : la ville de Baladweyne sous eaux

Mahamoud DJAMA

Les climatologues l'ont établi, l'activité humaine a provoqué un changement climatique aux effets considérables dans le monde. L'Afrique est le continent qui souffre le plus de ces effets du climat qui change. Elle est pourtant la région du monde qui a le moins contribué au changement climatique puisqu'elle est seulement responsable de 4% du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), soit le pourcentage le plus faible de tous les continents. C'est un paradoxe et une injustice profonde.

La Somalie, en Afrique de l'Est, est de ces pays africains les plus touchés par les effets du changement climatique. Elle est en proie à des inondations, des hausses de température et des sècheresses récurrentes.

> *"A un moment, la ville entière était sous les eaux, Baladweyne devenant un océan", a témoigné l'épicier Ahmed Nur qui a perdu son commerce.*

Ainsi, alors que perdurent les sècheresses qui ont décimé le bétail et l'agriculture pluviale, le pays est en proie aux crues dévastatrices de l'un de ses deux fleuves, Wabi Shabeele.

La ville de Baledweyne, située sur les rives du fleuve, dans l'État régional de Hirshabeele, au centre de la Somalie, est sous eaux. Pas de moins de 250.000 habitants sont affectés par ces inondations dévastatrices qui ont emporté habitations, récoltes et bétail. Elles ont condamné écoles et hôpitaux à la fermeture. "A un moment, la ville entière était sous les eaux, Baladweyne devenant un océan", a témoigné l'épicier Ahmed Nur qui a perdu son commerce. "Seuls les toits étaient visibles. Nous avons utilisé de petites embarcations et des tracteurs pour sauver les gens", a-t-il poursuivi.

Les agences humanitaires et les scientifiques ont déterminé que la crise climatique figure parmi les principaux facteurs qui accélèrent les catastrophes humanitaires■

Grèce : 351 antiquités pillées vont enfin être récupérées

Osman Robleh

Athènes s'est longuement battue au niveau juridique pour récupérer de nombreuses œuvres d'art. La bataille juridique a pris dix-sept ans au pays. Il a tenu bon et en sort victorieux, comme l'a annoncé son ministère de la culture dans la nuit de vendredi 19 à samedi 20 mai.

Pas moins de 351 antiquités qui datent du néolithique à l'époque byzantine et pillées, sont concernées. Ces œuvres vont être rendues à la Grèce. En même temps que de nombreux fragments de céramique.

Classées en vingt-cinq groupes, ces antiquités, étaient en possession du négociant d'art britannique Robin Symes Limited, en cours de liquidation.

C'est en en 2006 que la bataille juridique pour récupérer ces œuvres d'art pillées en Grèce avait été lancée. Elle a fait suite à une enquête des autorités grecques sur Robin Symes Ltd en Grèce et à l'étranger.

> Londres avance que les sculptures ont été "acquises légalement" en 1802 par le diplomate britannique Lord Elgin qui les a revendues au British Museum.

Au nombre des pièces importantes de cette collection d'antiquités, une statuette de l'ère néolithique taillée dans la pierre blanche et datant de 4 000 ans avant J.-C., une figurine cycladique datant d'entre 3 200 et 2 700 avant J.-C., une statue en marbre endommagée de Korè archaïque datant de 550-500 ans avant J.-C. et une statue en bronze fragmentée représentant Alexandre le Grand jeune et datant de la deuxième moitié du IIe siècle.

Plus globalement, la Grèce se bat pour récupérer ses pièces antiques pillées et dispersées dans des musées et autres collections privées à travers le monde.

Cela explique pourquoi le Vatican lui a rendu en mars dernier trois fragments du Parthénon qu'il avait gardés pendant plus de deux siècles. Le pape François avait qualifié le geste d'amical. Des fragments dudit monument demeurent éparpillés dans plusieurs grands musées à travers le monde.

Pareillement, la Grèce espère le retour des frises du Parthénon détenues par le British Museum de Londres. Des négociations seraient en cours à ce sujet entre le musée et le gouvernement grec. Londres avance que les sculptures ont été "acquises légalement" en 1802 par le diplomate britannique Lord Elgin qui les a revendues au British Museum. La Grèce rétorque qu'elles ont été l'objet d'un "pillage" alors que le pays était sous occupation ottomane.

En Grèce, la récupération des frises du Parthénon est fortement attendue. Au Musée de l'Acropole, un espace laissé vide est d'ailleurs réservé à cette frise. C'est dire si c'est un sujet sensible■

Le sommet du G7 annonce ‘’des mesures concrètes”

Mouna Ali

Le sommet annuel des sept pays parmi les plus riches au monde que sont les États-Unis d’Amérique, le Japon, le Canada, l’Allemagne, la France, le Royaume Uni et l’Italie, s’est tenu à Hiroshima, au Japon, du 19 au 21 mai 2023. Il s’est tenu au niveau des chefs d’État et de gouvernement comme à son habitude.

A l’issue de la rencontre, les participants ont publié un communiqué. Ils s’y disent ‘’plus unis que jamais dans (leur) détermination à relever les défis mondiaux de notre temps et à fixer le cap d’un avenir meilleur”. Ils affirment baser leur travail sur ‘’le respect de la Charte des Nations Unies et des partenariats internationaux”.

Dans ce communiqué, sont annoncées des mesures qualifiées de concrètes. Il s’agit notamment de :

‘’-soutenir l’Ukraine aussi longtemps qu’il le faudra face à la guerre d’agression illégale menée par la Russie ;

-approfondir les efforts de désarmement et de non-prolifération visant à atteindre l’objectif ultime d’un monde sans armes nucléaires avec une sécurité non diminuée pour tous ;

-coordonner notre approche concernant la résilience et la sécurité économiques, qui se fonde sur la diversification, l’approfondissement des divers partenariats et l’atténuation des risques, et non sur le découplage ;

-mener la transition des économies de l’avenir vers une énergie propre, à l’intérieur et à l’extérieur du G7 ;

-lancer le Plan d’action de Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente avec les pays partenaires, afin de répondre aux besoins actuels et futurs ; et atteindre notre objectif de mobiliser 600 milliards de dollars pour le financement d’infrastructures de qualité grâce au Partenariat pour les infrastructures mondiales et l’investissement tel que souligné dans les annexes au présent communiqué”.

Les chefs d’État et de gouvernement du G7 se disent également ‘’déterminés à travailler ensemble et avec d’autres acteurs” afin de :

‘’-soutenir une région indopacifique libre et ouverte et nous opposer à toute tentative unilatérale de modification du statu quo par la force ou la contrainte ;

-favoriser une reprise mondiale forte et résiliente, maintenir la stabilité financière et promouvoir des emplois et une croissance durable ;

-accélérer la réalisation des Objectif de développement durable (ODD), en reconnaissant que la réduction de la pauvreté et la lutte contre la crise climatique et environnementale vont de pair ;

-promouvoir l’évolution des banques multilatérale de développement (BMD) ;

-renforcer nos partenariats avec les pays africains et soutenir une plus grande représentation de l’Afrique au sein des enceintes internationales ;

-protéger la planète en accélérant la décarbonation de notre secteur énergétique et le déploiement des énergies renouvelables, mettre un terme à la pollution par les plastiques et protéger les océans ;

-approfondir la coopération dans le cadre des Partenariats pour une transition énergétique juste, du Club climat et de nouveaux paquets de mesures nationales sur les forêts, la nature et le climat ;

-investir dans la santé mondiale en agissant en faveur des capacités de production de vaccins au niveau mondial, du Fonds de lutte contre les pandémies, du futur accord international portant sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, et de la réalisation de la Couverture sanitaire universelle (CSU) ;

-coopérer en matière de migrations internationales et renforcer notre action commune de lutte contre la traite des personnes et le trafic d’êtres humains ;

-et faire progresser le dialogue international sur la gouvernance et l’interopérabilité inclusives de l’intelligence artificielle (IA) pour réaliser notre vision et notre objectif communs d’une IA digne de confiance, conformément à nos valeurs démocratiques communes”.

Bien entendu, dire n’est pas faire. Aussi l’avenir nous dira-t-il ce qu’il adviendra de ces promesses de puissants.■

Nos lecteurs ont du talent

Récit : En l'autre (Suite du récit)

-Pour passer à un autre aspect de l'élevage, comment gérez-vous la reproduction du bétail ? s'enquiert Fozia, un léger sourire aux lèvres.

-Avec discipline et doigté, lui répond la jeune pasteure nomade, d'une voix pleine de pudeur. Le régime d'accouplement varie selon les catégories de bétail. Les ovins et les dromadaires s'accouplent à une période précise de l'année dont la détermination fait appel au savoir endogène. Les caprins, bovins et autres ânes, eux, s'accouplent plus librement. Mais, dans tous les cas, les éleveurs veillent à ce que les bêtes femelles ne souffrent pas de pénurie alimentaire, ni pendant la portée, ni à la mise-bas, ni au cours de l'allaitement.

-J'imagine qu'il est des éleveurs qui ont plus de têtes de bétail que d'autres, relaie Rachid. Comment expliquer ces inégalités ? Y a-t-il des facteurs explicatifs naturels tels que les zones de pâturages fréquentées qui mettraient plus à l'abri de la sécheresse que d'autres, ou sont-ce tout simplement des inégalités dues à la gestion individuelle, les meilleurs éleveurs obtenant les meilleurs résultats ?

-A conditions naturelles égales, la gestion de l'éleveur fait la différence, comme en toute chose. Les bons éleveurs réussissent, les autres moins. C'est donc une question de performances individuelles dans le travail. Les facteurs naturels jouent lorsque les périmètres d'élevage sont distincts. En effet, il y a des campements qui ne vont pas loin et se limitent à certaines zones de pâturages, contrairement à d'autres qui ne ménagent pas leurs efforts de transhumance et réussissent mieux.

-J'ai une autre question, poursuit Rachid. Comment l'éleveur nomade vit-il de ses bêtes ? Outre le lait et le beurre qu'il en extrait, en abat-il une régulièrement pour sa consommation domestique ? En vend-il souvent pour se procurer de la monnaie et acheter en ville des produits dont il a besoin ?

-Sachez d'abord que nous autres de la campagne, restés pasteurs nomades, sommes peu portés sur la nourriture et même sur l'eau. Nous sommes des gens sobres et nous contentons de peu. C'est dire si la sobriété cultivée au long du temps par nos ancêtres, nous a été transmise. Il s'ensuit que vous ne verrez pas quelqu'un de la campagne grignoter à longueur de journée ou enchaîner les repas. De fait, il y a, ordinairement, un seul repas par jour, le diner, composé de dourah au lait et au beurre. C'est donc le soir, une fois de retour au campement, après une longue journée de travail, que nous nous restaurons. Au matin, nous prenons un peu de lait s'il y en a, quelques restes de diner s'il y en a, ou une tasse de thé si possible. Le déjeuner ou repas de midi nous est étranger, sauf exception, ou chez les chameliers qui se permettent de traire leurs chamelles dans la matinée voire à midi, car eux consomment presqu'exclusivement du lait durant les transhumances qui les mènent loin des campements. Dès lors, ce que nous tirons du bétail demeure dans les limites de la sobriété. Si la traite des bêtes en état de production laitière est journalière, l'abattage pour viande ne l'est pas. La chair, nous ne la consommons que par périodes, en forme de festin. Lorsqu'une bête est égorgée, sa viande se consomme à l'exclusion de tout autre aliment afin que les corps en prennent suffisamment. Ainsi, pas de mélange chair et lait, ou chair et dourah. En dehors de ces festins, le lait, le beurre et, si possible, les fruits de la nature, nous procurent les protéines.

-Waouh ! quelle maitrise de soi, s'exclame Fozia. C'est un fonctionnement alimentaire impressionnant. J'en ai un peu entendu parler dans mon enfance, mais je n'y ai pas prêté attention. Alors, le séjour en ville avec ses trois repas, ne vous dérègle-t-il pas, si j'ose ce mot ? Pour le dire autrement, ne vous est-il pas difficile, à l'issue de cette pause dans la sobriété, de la reprendre au retour à la campagne ?

Récit : En l'autre (Suite du récit)

-Non, pas vraiment, car nous ne nous laissons pas aller lors de nos séjours en ville. Nous savons que c'est juste pour quelques jours ou quelques semaines. Au reste, les pâtes et le riz que vous prisez ici, ne favorisent pas le transit intestinal et nous en tenons compte. Mais, puisque nous y sommes, une question alimentaire me vient à l'esprit. Avez-consommé de la viande importée et avez-vous noté une différence avec celle de notre campagne ?

-Je préfère la viande endogène, elle a bien meilleur goût que l'autre que j'éprouve comme plutôt fade, reconnaît Fozia.

-Je partage ce point de vue, abonde en son sens Rachid. Il y a certainement une part de subjectivité dans notre réaction, car nous avons commencé tôt à consommer la viande locale et nos palais s'y sont habitués, mais je pense qu'il y a une différence objective liée au milieu d'origine. Pour avancer, que tirez-vous d'autre du bétail ?

-Nous en tirons la peau qui nous sert à fabriquer des objets usuels tels que les chaussures ou des nattes de couchage. Nous en vendons en ville pour générer un revenu monétaire et nous fournir en produits de commerce. Nous en offrons en dot à la belle-famille lorsque nous demandons la main d'une fille pour un fils nôtre. Nous en faisons don à quelqu'un qui en a besoin, ou en donnons simplement en cadeau. Nous en prélevons encore pour les offrandes aux ancêtres et les impôts. Je ne sais pas si vous le savez, mais nous nous acquittons de deux impôts : l'impôt temporel pour la subsistance du chef de la communauté et l'impôt religieux ou la zakat. Sans oublier l'aumône dont la pratique reflète la générosité de la personne. Voyez-vous, le bétail répond à bien des besoins.

-En effet. A suivre■